

Bulgarie

Sofia bafoue la liberté de la presse

- La Bulgarie prend la présidence de l'Union européenne le 1^{er} janvier.
- Le pays est le pire élève de l'UE en matière de liberté de la presse.
- Les médias subissent des pressions politiques et financières.

Analyse Maria Udrescu

Pression politique, précarité, agressions, menaces... Cela fait des années que la liberté de la presse bat de l'aile en Bulgarie, le pire élève de l'Union européenne en la matière. A l'heure où le pays prendra la présidence tournante du Conseil de l'UE ce 1^{er} janvier, nombre de journalistes et d'organisations citoyennes, ignorés ou réduits au silence par l'Etat bulgare, se tournent vers Bruxelles pour tirer la sonnette d'alarme face à une situation qui se dégrade.

Dans son classement annuel de la liberté de la presse, Reporters sans frontières (RSF) range aujourd'hui Budapest à la 109^e place, aux côtés – voire derrière – de certains pays en voie de développement. *“La corruption et la collusion entre médias, politiques et oligarques sont extrêmement courantes”*, souligne l'organisation. Et cette dérive a un visage : Delyan Peevski. Député du parti de la minorité turque, le Mouvement des droits et des libertés, cet homme est surtout le maître des médias – et de facto celui de la politique bulgare. Sur papier, sa mère Irena Krasteva contrôle le New Bulgarian Media Group, englobant nombre de titres de presse, dont six des douze plus grands tirages du pays, une chaîne de télévision et près de 80% du réseau de distribution des médias. Mais l'identité du vrai souverain de cet empire est un secret de polichinelle, que Delyan Peevski lui-même ne s'efforce plus de taire, vantant ouvertement *“ses médias”*.

Ainsi, l'apparente multitude de médias en Bulga-

rie cache-t-elle mal un marché presque entièrement phagocyté par le New Bulgarian Media Group. L'influence du magnat de la presse serait même bien plus importante qu'elle ne l'est officiellement. *“Car la loi autorise un certain anonymat quant aux propriétaires des médias”*, dénonce Stefan Tafrov, ancien diplomate et journaliste, cofondateur du premier journal d'opposition du pays.

“Une propagande sans foi ni loi”

Résultat : l'oligarque, courtisé par des politiciens de tous bords, est devenu le rouleau compresseur des voix d'opposition et d'un journalisme digne de ce nom. *“Le pluralisme subsistant des médias bulgares est lourdement menacé. Les médias indépendants de qualité font l'objet de toutes formes de persécution. Tandis que le reste des médias détenus par M. Peevski se livre à une propagande politique sans foi ni loi et pratique un journalisme de bas étage”*, alerte Stefan Tafrov.

Il était pourtant une époque où la Bulgarie, libérée de 45 ans de communisme et d'influence soviétique, se démenait pour parfaire sa démocratie. *“Quand le pays s'efforçait de remplir les critères pour rejoindre l'UE, la situation des médias était meilleure”*, se souvient Irina Nedeva, présidente de l'Association des journalistes européens-Bulgarie et journaliste pour la radio publique RNB. En 2004, soit trois ans avant que le pays rejoigne le club des Etats membres, la Bulgarie occupait la 36^e place du classe-

ment de RSF.

“Mais les problèmes ont commencé à apparaître après la crise économique. La presse du monde entier a été touchée, le marché publicitaire s'est effondré. Dans ce contexte, la Bulgarie, un pays plutôt petit, n'est plus une priorité pour les investisseurs étrangers.

Et les oligarques bulgares, avec un agenda politique et économique les ont remplacés”, se souvient Stoyana Gerogieva, rédactrice en chef de “Mediapool”, un petit média bulgare qui reste influent. En 2010, le conglomérat allemand Westdeutsche Allgemeine Zeitung s'est retiré de Bulgarie, pointant *“un abus de pouvoir répandu”* et *“un marché empoisonné par l'entrelacement entre oligarques et pouvoir politique”*.

Ainsi, Delyan Peevski a-t-il pu tisser librement sa toile de médias pour asseoir son pouvoir. Le 14 juin 2013, le gouvernement de centre-gauche de Plamen Orecharski lui offre même le poste de directeur de l'Agence nationale de sécurité. Dans un pays étouffé par la corruption d'une caste politique décomplexée, cette nomination fut la goutte qui a fait déborder le vase, poussant plusieurs milliers de Bulgares dans la rue. Plamen Orecharski s'est empressé d'annuler la nomination controversée de Delyan Peevski des jours plus tard. Mais le mal était fait. Les manifestations se sont poursuivies pendant des semaines pour réclamer la fin de l’*“oligarchie”* au pouvoir, d'aucuns y voyant les prémices d'un *“printemps bulgare”*. Une tempête bancaire finira de pousser M. Oresharski vers la sortie un an plus tard.

Le printemps bulgare

Mais depuis, si le pouvoir connaît quelques rebondissements – notamment avec la démission, en 2016 du Premier ministre Boiko Borissov après la victoire du socialiste Rumen Radev aux présidentielles –, en réalité, la politique bulgare tourne en rond. Et la démocratie fait du surplace. *“En 2013, le gouvernement était très pro-Peevski. Enfin, en réalité, tous les gouvernements sont pro-Peevski, puisqu'ils ne peuvent pas faire sans”,* explique Theodore Zahov, président de l'Union des éditeurs de Bulgarie. Depuis mars 2017, Boiko Borissov est à la tête du gouvernement né d'une coalition entre le GERB et les Patriotes unis, parti d'extrême droite. Pendant ce temps, *“Delyan Peevski, qui est formellement dans l'opposition, se livre à des louanges du pouvoir actuel”,* souligne M. Zahov.

Des inquiétudes quant à l'indépendance de la justice

Et ceux qui osent défier le gouvernement sont traînés dans la boue. La machine de la propagande semble déjà bien huilée. En 2013, Delyan Peevski l'avait utilisée pour discréditer le mouvement de contestation du gouvernement. *“Ça a été le déclencheur de la guerre médiatique”,* se souvient M^{me} Nedeva. Aujourd'hui, le groupe médiatique Economedia,

dont les titres sont particulièrement critiques envers le gouvernement, est la cible des médias de M. Peevski et, désormais, aussi de la justice – preuve selon certains observateurs de l'absence de séparation des pouvoirs dans le pays.

La Commission pour la confiscation des biens illégalement acquis (KONPI) vient d'entamer une procédure de saisie des biens d'Ivo Prokopiev, l'un des fondateurs d'Economedia. D'après Euractiv, des partis d'opposition ont dénoncé le fait que *“le régime de Borissov, du procureur général Tsatsarov et de Peevski a transformé KONPI en un instrument de répression contre la liberté de la presse et la liberté d'expression”*. Selon M. Zahov, *“notre problème, c'est de savoir qui va surveiller les surveillants. Vous pouvez faire des bonnes lois pour lutter contre le crime, mais les utiliser contre ceux qui dérangent, en l'occurrence les médias libres”*.

Restent encore la chaîne de télévision (BNT) et la radio (BNR) publiques. *“Ces mêmes médias que les gens percevaient du temps du communisme comme des mégaphones du gouvernement sont devenus plus indépendants et neutres que les médias privés, grâce aux règles de pluralisme auxquelles ils sont soumis et au fait que le lien entre le pouvoir politique et les pouvoirs économiques n'y est pas aussi influent”,* explique M^{me} Nedeva. Mais cette indépendance dérange.

Le ministre de la Culture a cru bon de lancer à un journaliste de BNT, trop *“critique”* à son goût : *“n'oubliez pas qui vous nourrit”*. *“Cela prouve que les politiciens pensent encore qu'ils achètent le pain des journalistes et peuvent leur imposer ce qu'ils veulent”,* regrette M^{me} Nedeva. Aussi, les remaniements au sein de l'équipe managériale de la télévision publique font craindre une percée de l'influence de Delyan Peevski.

Des agressions physiques

En plus d'une pression politique et judiciaire, les journalistes n'échappent pas non plus aux agressions physiques. Début 2016, le journaliste d'investigation Stoyan Tonchev a été brutalement battu avec une batte de baseball, tandis que ses agresseurs lui demandaient *“quand vas-tu arrêter d'écrire ?”*. En juillet 2017, Peter Dzhanaev, caméraman du média privé bTV, a été frappé par le nationaliste Petar Nizamov. Trois mois plus tard, la voiture de la reporter Zornitsa Akmanova a été incendiée.

“Beaucoup de journalistes bulgares se sentent livrés à eux-mêmes”, soupire M. Tafrov. Tandis que la confiance des citoyens envers le quatrième pouvoir – et le pouvoir tout court – est en chute libre. D'après un sondage de Media Democracy Foundation, seuls 16 % des Bulgares croient à une indépendance des médias. *“L'audience en est venue à penser que tous les médias sont mauvais. Ils se disent que dans la nuit, tous les chats sont noirs”,* note M^{me} Nedeva.

Quid de l'Union européenne ?

Face à cette situation, une question surgit : comment la liberté de la presse peut-elle être autant ba-

fouée au cœur de l'Union ? *“A cause de la crise économique, de la crise de la zone euro, de la crise migratoire, l'UE a été trop occupée pour régler les problèmes de l'Europe centrale et orientale. L'UE préfère la stabilité quitte à fermer les yeux sur ce qu'il se passe dans ces pays. Le risque est qu'elle se réveille quand il sera trop tard”*, met en garde M. Zahov.

L'allocation par le gouvernement de fonds européens à certains médias se fait *“dans la plus grande opacité”*, note Reporters sans frontières. En pratique, – comme c'est le cas pour les achats d'espaces publicitaires – une majeure partie

de ces fonds bénéficie aux médias favorables au pouvoir, ceux de M. Peevski. Des fuites ont également démontré ces dernières années que les fonds européens aboutissent aussi dans les poches des tabloïdes... eurosceptiques. *“L'argent des contribuables européens est en train de donner du pouvoir à Peevski et aux oligarques”*, conclut M^{me} Gerogieva.

Ainsi, Irina Nedeva considère-t-elle que l'Union a *“le droit d'agir”*. Voire le *“devoir”*, estime M. Tafrov. *“Beaucoup veulent que l'UE fasse le travail des Bulgares. Mais ce qu'il faut surtout c'est de la franchise. Ce qui peut améliorer cette situation, c'est que l'Europe, la Commission européenne en particulier, retrouve son rôle de protéger la liberté de la presse et les valeurs fondamentales de l'Union”*.